



Chambre régionale des comptes  
d'Auvergne

**Dossiers CBA 2009/01**

**Article L.235-1 du code des juridictions financières  
Articles L.1524-2 du code général des collectivités territoriales**

**Délibéré du 2 mars 2009**

**AVIS**

---

**SOCIETE D'ECONOMIE MIXTE DU SCENOPARC IO**

---

**DEPARTEMENT DU CANTAL**

## **1 - LA PROCEDURE**

L'article L.235-1 du code des juridictions financières et l'article L.1524-2 du code général des collectivités territoriales disposent que si le représentant de l'Etat estime qu'une délibération du conseil d'administration d'une société d'économie mixte locale est de nature à augmenter gravement la charge financière d'une ou plusieurs des collectivités territoriales ou de leurs groupements actionnaires, il saisit la chambre régionale des comptes dans le délai d'un mois suivant la date de réception. La chambre régionale des comptes dispose alors d'un délai d'un mois pour faire connaître son avis au représentant de l'Etat, à la société et aux assemblées délibérantes des collectivités territoriales et de leurs groupements, actionnaires.

Par lettre du 9 janvier 2009 enregistrée au greffe le 14, le préfet du Cantal a saisi la chambre au titre des articles susmentionnés, la délibération du conseil d'administration de la société d'économie mixte (SEM) du Scénoparc iO en date du 18 décembre 2008 étant de nature à augmenter gravement la charge financière d'une ou plusieurs collectivités ou de leurs groupements actionnaires.

La délibération en cause a été transmise avec la lettre de saisine. Les statuts de la SEM et les comptes des deux derniers exercices, éléments indispensables à la saisine selon les dispositions des articles R.235-1 du code des juridictions financières et R.1524-1 du code général des collectivités territoriales, ont été demandés au préfet du Cantal le 16 janvier 2009. Ils ont été reçus le 30 janvier 2009.

Les observations du président de la SEM ont été recueillies par le conseiller-rapporteur à Riom-ès-Montagnes le 28 janvier 2009.

Le délai d'un mois dont dispose la chambre pour formuler son avis prend ainsi effet à la date du 30 janvier 2009.

## **2 - LA DELIBERATION DU 18 DECEMBRE 2008**

Le 18 décembre 2008, le conseil d'administration de la société d'économie mixte du Scénoparc iO a été appelé à délibérer sur la procédure d'alerte du commissaire aux comptes et sur l'arrêt d'activité de la société.

Après un rappel des différents événements intervenus depuis la création de la société, la situation financière a été présentée par le cabinet en charge des comptes de la SEM. Au 31 octobre 2008, le résultat d'exploitation est déficitaire de 162 726 €. La projection sur l'exercice complet s'établit alors entre - 230 000 € et - 240 000 €.

Le commissaire aux comptes rappela ensuite qu'une première procédure d'alerte avait été lancée sur l'exercice 2006, première année d'exploitation du Scénoparc, puis arrêtée par l'engagement de la communauté de communes du Pays Gentiane de recapitaliser la SEM à hauteur de 210 000 €. Une deuxième procédure d'alerte, engagée l'année suivante, a également été arrêtée du fait de l'engagement du Syndicat mixte du Scénoparc iO de verser une subvention de 50 000 € et de la communauté de communes du Pays Gentiane d'apporter 250 000 € en compte courant d'associés. Une troisième procédure d'alerte a été engagée le 3 novembre 2008 par le commissaire aux comptes, l'augmentation de capital prévue en 2007 n'ayant pas été souscrite en 2008.

Le point de l'ordre du jour concernant l'arrêt de l'activité de la SEM a conduit à évoquer deux possibilités de dissolution, à l'amiable ou par liquidation judiciaire, voire à laisser la société en sommeil.

Aucune décision n'ayant été prise par le conseil d'administration il revient donc à la chambre d'examiner les conséquences, pour les collectivités actionnaires, de la poursuite de l'activité de la SEM.

### **3 - LES CONTRIBUTIONS DES COLLECTIVITES A LA CONSTITUTION DE LA SEM**

Selon les dispositions de l'article L.1521-1 du code général des collectivités territoriales, les communes, les départements, les régions et leurs groupements peuvent, dans le cadre des compétences qui leur sont reconnues par la loi, créer des sociétés d'économie mixte locales qui les associent à une ou plusieurs personnes privées et, éventuellement, à d'autres personnes publiques pour exploiter des services publics à caractère industriel ou commercial, ou pour toute autre activité d'intérêt général.

Dans ce cadre, la communauté de communes du Pays Gentiane, le syndicat mixte du Scénoparc iO et 10 communes appartenant à la communauté de communes ont créé la société d'économie mixte du Scénoparc iO en novembre 2004, enregistrée au registre du commerce et des sociétés d'Aurillac le 20 janvier 2005. Son objet social est la gestion et l'exploitation de parcs à thème, l'étude la création et la commercialisation de produits et d'équipements touristiques, la gestion d'activités de restauration.

A la date de création de la SEM, son capital s'élevait à 200 000 €, réparti en 200 actions de 1 000 € entre des collectivités territoriales et leurs regroupements pour 120 000 €, et des actionnaires privés et d'autres personnes publiques (chambres consulaires) pour 80 000 €. La participation des collectivités et de leurs regroupements s'établissait ainsi à 60 % du capital.

Fin 2006 (conseil d'administration des 17 et 30 novembre 2006) une augmentation du capital de 270 000 € est décidée afin de disposer d'un fonds de roulement permettant de financer les charges en période de fermeture du site et les investissements de 2007. Le conseil d'administration prévoyait une souscription principale par les collectivités (communauté de communes du Pays Gentiane, syndicat mixte du Scénoparc iO et communes), proportionnellement à la souscription initiale, à hauteur de 210 000 €, et une souscription des partenaires privés ne dépassant pas 60 000 €.

L'augmentation de capital effective s'établira effectivement à 210 000 € pour les collectivités mais du fait de la seule communauté de communes et à 9 000 € de la part des partenaires privés. Le capital social est alors de 419 000 €, la participation des collectivités s'établissant à 330 000 € (soit 78,8 % du capital social).

| Collectivités et EPCI                   | Capital initial |                  | Capital actuel |                  |
|---|-----------------|------------------|----------------|------------------|
|   | Actions         | Montant          | Actions        | Montant          |
| Communauté de communes du Pays Gentiane | 40              | 40 000 €         | 250            | 250 000 €        |
| Commune de Valette                      | 30              | 30 000 €         | 30             | 30 000 €         |
| Commune de Riom-ès-Montagnes            | 21              | 21 000 €         | 21             | 21 000 €         |
| Commune de Menet                        | 4               | 4 000 €          | 4              | 4 000 €          |
| Commune de Trizac                       | 4               | 4 000 €          | 4              | 4 000 €          |
| Commune d'Apchon                        | 3               | 3 000 €          | 3              | 3 000 €          |
| Commune de Cheylade                     | 3               | 3 000 €          | 3              | 3 000 €          |
| Commune de Collandres                   | 3               | 3 000 €          | 3              | 3 000 €          |
| Commune de Marchastel                   | 3               | 3 000 €          | 3              | 3 000 €          |
| Commune de Saint-Hyppolyte              | 3               | 3 000 €          | 3              | 3 000 €          |
| Commune du Claux                        | 3               | 3 000 €          | 3              | 3 000 €          |
| Syndicat mixte du scénoparc iO          | 3               | 3 000 €          | 3              | 3 000 €          |
| <b>Total</b>                            | <b>120</b>      | <b>120 000 €</b> | <b>330</b>     | <b>330 000 €</b> |
| <b>Personnes physiques</b>              | <b>13</b>       | <b>13 000 €</b>  | <b>14</b>      | <b>14 000 €</b>  |
| <b>Personnes morales privées</b>        | <b>57</b>       | <b>57 000 €</b>  | <b>65</b>      | <b>65 000 €</b>  |
| <b>Chambres consulaires</b>             | <b>10</b>       | <b>10 000 €</b>  | <b>10</b>      | <b>10 000 €</b>  |
| <b>CAPITAL TOTAL</b>                    | <b>200</b>      | <b>200 000 €</b> | <b>419</b>     | <b>419 000 €</b> |

Après la recapitalisation de la société, la communauté de communes du Pays Gentiane se trouve ainsi particulièrement engagée dans la constitution de la société d'économie mixte puisqu'elle détient 59,7 % du capital de la société et 75,8 % des participations des collectivités.

Une recapitalisation à hauteur de 168 000 € a été décidée en conseil d'administration du 31 juillet 2008. Selon les dispositions présentées lors de cette réunion, l'objet n'apparaît pas être de remédier à une sous-capitalisation de la société ou d'apporter des ressources pour développer l'activité mais, pour la communauté de communes du Pays Gentiane, de prendre en charge une partie du déficit d'exploitation 2008.

Cette augmentation de capital assurée par la seule communauté de communes se présente alors assimilable à une aide économique à destination d'une société commerciale, illégale car en contradiction avec les dispositions des articles L.1511-1 et suivants du code général des collectivités territoriales.

#### **4 - LES CONTRIBUTIONS DES COLLECTIVITES A L'EXPLOITATION DE LA SEM**

Selon l'article L.1522-4 du code général des collectivités territoriales, les collectivités territoriales et leurs groupements peuvent, en leur qualité d'actionnaires, allouer des apports en compte courant d'associés aux sociétés d'économie mixte locales.

En application de ces dispositions, la communauté de communes du Pays Gentiane, actionnaire de la SEM, lui a accordé par convention du 29 novembre 2007, un apport en compte courant d'associés de 250 000 € qui a été versé par mandat du 13 décembre 2007. L'objet de cet apport est, selon les termes de la convention d'apport en compte courant du 29 novembre 2007, de subvenir aux besoins de trésorerie générés par la saisonnalité de l'activité, rejoignant ainsi l'objectif affiché de l'augmentation de capital de 219 000 € effectuée quelques mois auparavant.

Les dispositions de l'article L.1522-5 du CGCT précisant qu'aucune avance ne peut être accordée par les collectivités ou leurs groupements si, du fait des pertes constatées dans les documents comptables, les capitaux propres de la société d'économie mixte sont devenus inférieurs à la moitié du capital social semblent avoir été respectées dans la forme sinon dans le fond.

En effet, à la date de l'apport en compte courant, le capital social s'élevait à 419 000 €. Le document comptable dans lequel les pertes étaient constatées restait le bilan 2006 et le report à nouveau et le résultat y figurant conduisaient à un niveau de capitaux propres de 248 895,03 € (419 000 € - 170 104,97 €), légèrement supérieurs à la moitié du capital social. Toutefois, à la date de la convention, le résultat déficitaire d'exploitation 2007 était connu avec précision, le Scénoparc étant fermé au public depuis le 15 octobre. Sur cette base, conduisant au niveau de capitaux propres de - 86 392,08 € au 31 décembre 2007 résultant des comptes 2007, l'opération n'aurait pas dû se réaliser.

En tout état de cause, suivant les termes de la convention, l'apport en compte courant d'associé devra être remboursé à la communauté de communes du Pays Gentiane au plus tard le 12 décembre 2009, la situation actuelle des capitaux propres de la SEM ne permettant pas d'envisager le renouvellement de 2 ans prévu à l'article 6 de la convention ou la transformation en capital prévu à l'article 7.

#### **5 - LA SITUATION FINANCIERE DE LA SEM A LA DATE DE LA DELIBERATION**

Les résultats de l'exploitation réelle du Scénoparc iO sont très éloignés des prévisions initiales du compte de résultat prévisionnel de la SEM pour les exercices 2005 à 2008 tel qu'il résulte de la réunion du conseil d'administration de la société du 4 mars 2005. Alors que 50 000 visiteurs étaient prévus en 2006, 65 000 en 2007 et 80 000 en 2008, la fréquentation réelle ne s'est établie qu'à 31 000 visiteurs en 2006, 20 784 en 2007 et 10 669 en 2008 (délibération de la SEM du 18 décembre 2008).

| Compte de résultat prévisionnel / réel |               |                |                |                 |                |                 |                  |                 |
|--|---------------|----------------|----------------|-----------------|----------------|-----------------|------------------|-----------------|
| PRODUITS                               | 2005          |                | 2006           |                 | 2007           |                 | 2008             |                 |
|  | CR prév       | CR réel        | CR prév        | CR réel         | CR prév        | CR réel         | CR prév          | CR provis       |
| Subventions                            | 35 000        | 20 000         |                | 9 537           |                |                 |                  |                 |
| Subv équilibre SM                      |               |                |                | 138 825         |                | 130 650         |                  | 114 375         |
| Autres subv équilibre                  |               |                |                |                 |                | 50 000          |                  |                 |
| Produits financiers                    | 3 000         | 3 789          |                | 711             |                | 15              |                  | 12              |
| Recettes entrées                       |               |                | 452 000        | 283 295         | 632 000        | 178 869         | 767 000          | 95 137          |
| Ventes restauration                    |               |                | 100 000        | 112 575         | 130 000        | 79 036          | 160 000          | 4 668           |
| Boutique                               |               |                | 75 000         | 66 471          | 97 500         | 53 456          | 120 000          | 21 206          |
| Autres                                 |               |                |                | 8 207           |                | 70 643          |                  | 18 526          |
| <b>Total produits</b>                  | <b>38 000</b> | <b>23 789</b>  | <b>627 000</b> | <b>619 621</b>  | <b>859 500</b> | <b>562 669</b>  | <b>1 047 000</b> | <b>253 924</b>  |
| <b>CHARGES</b>                         |               |                |                |                 |                |                 |                  |                 |
| Achats boutiques                       |               |                | 0              | 39 241          | 50 000         | 31 899          | 60 000           | 12 182          |
| Achats restauration                    |               |                | 33 000         | 52 016          | 43 000         | 50 032          | 53 000           | 1 743           |
| <b>Total achats</b>                    | <b>0</b>      | <b>0</b>       | <b>33 000</b>  | <b>91 258</b>   | <b>93 000</b>  | <b>81 931</b>   | <b>113 000</b>   | <b>13 925</b>   |
| Salaires bruts                         |               | 13 341         | 194 160        | 282 718         | 211 744        | 205 870         | 222 352          | 46 588          |
| Charges sociales                       |               | 4 736          | 97 080         | 57 601          | 105 872        | 46 320          | 111 176          | 10 416          |
| Intéressement                          |               |                | 4 500          |                 | 7 500          |                 | 12 000           |                 |
| <b>Total salaires</b>                  | <b>25 000</b> | <b>18 077</b>  | <b>295 740</b> | <b>340 319</b>  | <b>325 116</b> | <b>252 190</b>  | <b>345 528</b>   | <b>57 004</b>   |
| Entretien animaux                      | 2 700         | 2 927          | 26 000         | 21 452          | 29 000         | 23 387          | 32 000           | 22 691          |
| Sous traitance animation               |               |                |                |                 |                | 57 640          |                  | 2 140           |
| Frais généraux                         | 1 000         | 8 520          | 55 900         | 104 704         | 60 400         | 101 642         | 65 600           | 78 805          |
| Déplacements                           |               | 3 224          | 3 000          | 10 876          | 3 000          | 8 374           | 3 000            | 3 841           |
| Réceptions                             |               |                | 1 500          | 1 959           | 1 500          |                 | 1 500            |                 |
| <b>Total autres frais</b>              | <b>3 700</b>  | <b>14 670</b>  | <b>86 400</b>  | <b>138 991</b>  | <b>93 900</b>  | <b>191 044</b>  | <b>102 100</b>   | <b>107 478</b>  |
| Loyer terrain                          |               |                | 4 000          |                 | 4 500          |                 | 17 000           |                 |
| Administration                         |               |                | 4 000          |                 | 4 000          |                 | 4 000            |                 |
| Annuité                                |               |                | 58 500         | 166 200         | 100 600        | 221 600         | 100 600          | 221 600         |
| <b>Total redevance</b>                 | <b>0</b>      | <b>0</b>       | <b>66 500</b>  | <b>166 200</b>  | <b>109 100</b> | <b>221 600</b>  | <b>121 600</b>   | <b>221 600</b>  |
| SACEM                                  |               |                | 13 000         |                 | 16 000         | 5 302           | 22 000           | 1 063           |
| Promotion                              | 10 000        | 2 425          | 80 000         | 46 671          | 150 000        | 98 440          | 200 000          | 35 442          |
| Amortissements                         |               | 110            | 4 000          | 20 620          | 4 500          | 36 268          | 5 000            | 23 851          |
| Frais financiers                       |               |                | 1 500          | 1 231           | 1 500          | 5 540           | 1 500            | 4 712           |
| <b>Total</b>                           | <b>10 000</b> | <b>2 535</b>   | <b>98 500</b>  | <b>68 522</b>   | <b>172 000</b> | <b>145 551</b>  | <b>228 500</b>   | <b>65 068</b>   |
| <b>Total charges</b>                   | <b>38 700</b> | <b>35 283</b>  | <b>580 140</b> | <b>805 290</b>  | <b>793 116</b> | <b>892 316</b>  | <b>910 728</b>   | <b>465 075</b>  |
| <b>Résultat</b>                        | <b>-700</b>   | <b>-11 493</b> | <b>46 860</b>  | <b>-185 670</b> | <b>66 384</b>  | <b>-329 647</b> | <b>136 272</b>   | <b>-211 150</b> |

Les données comptables de l'exercice 2008 sont celles du projet de compte remis le 28 janvier 2009.

Dès la première année d'exploitation du Scénoparc, si les produits d'exploitation pouvaient se rapprocher des prévisions (notamment en incluant la subvention d'équilibre prévue au contrat d'affermage), les charges quant à elles se sont avérées supérieures de près de 40 % aux évaluations sur tous les postes.

Plutôt que de solliciter une renégociation de la délégation aux vu des conditions d'exploitation, la réponse de la société a été la recapitalisation, solution qui n'apparaît pas adaptée à la situation. Si elle a permis de porter les capitaux propres à un niveau suffisant au regard des comptes 2006, elle n'a pas remédié aux problèmes de fond d'écart entre prévisions de fréquentation et réalité.

De fait, dès l'exercice suivant, les charges ont continué de progresser, la baisse des charges salariales étant en grande partie comblée par un appel à la sous-traitance. L'accroissement des dépenses de promotion n'a pas permis de rapprocher la fréquentation réelle de celle prévue. Au

contraire puisque, au lieu des 65 000 entrées prévues au compte de résultat prévisionnel il n'y en eut que 20 000. Le résultat de l'exercice passa alors de - 185 670 € à - 329 647 €.

Ces niveaux de résultat étaient également prévisibles et leur pérennité, appuyée par les conclusions de l'étude réalisée pour le compte du syndicat mixte et présentée au conseil d'administration de la SEM le 14 septembre 2007, indiquant que la fréquentation du site ne pourra pas dépasser 25 000 visiteurs.

Pas plus que le pessimisme des conclusions de l'étude, le niveau alarmant de l'exploitation ne conduiront la société à demander une renégociation de la délégation sur ces bases, qui plus est provenant d'une étude sollicitée par le délégant. La réponse de la société fut encore une fois inappropriée puisque c'est un apport en compte courant d'associés qui lui permit de poursuivre son activité sans remise en cause fondamentale des conditions dans lesquelles celle-ci s'effectuait.

Ces différents apports (augmentation de capital et apport en compte courant d'associés) justifiés par les besoins de trésorerie engendrés par la saisonnalité de l'activité et la fermeture du parc une partie de l'année, n'ont d'ailleurs pas permis d'adapter la trésorerie de la SEM puisque le conseil d'administration du 5 mai 2008 a prorogé la ligne de trésorerie de 220 000 € contractée auprès du Crédit Agricole, rappelant alors sa nécessité liée à la saisonnalité de l'exploitation.

L'avenant au contrat d'affermage, signé également en décembre 2007, ne remet pas en cause les conditions de l'affermage. Il ne prévoit qu'une réduction des horaires d'ouverture, une légère modification des tarifs et une augmentation de 15 000 € de la subvention d'exploitation sans remise en cause de la redevance. Il fallut attendre janvier 2008, soit moins d'un mois après la signature de l'avenant pour que la société décide de dénoncer le contrat d'affermage (délibération du conseil d'administration et lettre de dénonciation de l'affermage du 29 janvier 2008) avec effet au 31 décembre 2008. Cette décision n'a par ailleurs été prise qu'à la suite des remarques du représentant de l'Etat sur l'irrégularité de la recapitalisation projetée destinée à couvrir une partie du déficit.

L'exploitation de l'année 2008 s'est alors caractérisée par une réduction drastique des charges, notamment de personnel et de sous-traitance mais, sans véritable remise en cause de l'économie générale du contrat d'affermage, et s'est conclue par un nouveau déficit de plus de 200 000 €.

Fin 2008 la situation patrimoniale de la SEM avait donc évolué de la façon suivante :

| <b>ACTIF NET</b>                     | <b>2005</b>    | <b>2006</b>    | <b>2007</b>    | <b>2008 (projet)</b> |
|--------------------------------------|----------------|----------------|----------------|----------------------|
| <b>Actif immobilisé</b>              | <b>23 022</b>  | <b>184 419</b> | <b>159 245</b> | <b>131 554</b>       |
| <i>dont autres immos corporelles</i> | <i>1 705</i>   | <i>145 883</i> | <i>126 938</i> | <i>105 217</i>       |
| <b>Actif circulant</b>               | <b>291 506</b> | <b>142 166</b> | <b>116 159</b> | <b>105 543</b>       |
| <b>TOTAL ACTIF</b>                   | <b>314 528</b> | <b>326 585</b> | <b>275 408</b> | <b>237 097</b>       |

| <b>PASSIF</b>                                  | <b>2005</b>    | <b>2006</b>     | <b>2007</b>     | <b>2008 (projet)</b> |
|--|----------------|-----------------|-----------------|----------------------|
| <b>Capitaux propres</b>                        | <b>188 506</b> | <b>29 895</b>   | <b>-86 392</b>  | <b>-303 183</b>      |
| <i>dont Capital social</i>                     | <i>200 000</i> | <i>200 000</i>  | <i>419 000</i>  | <i>419 000</i>       |
| <i>dont Report à nouveau</i>                   |                | <i>-11 493</i>  | <i>-197 162</i> | <i>-526 810</i>      |
| <i>dont Résultat de l'exercice</i>             | <i>-11 493</i> | <i>-185 669</i> | <i>-329 647</i> | <i>-211 150</i>      |
| <b>Dettes</b>                                  | <b>126 022</b> | <b>296 689</b>  | <b>361 799</b>  | <b>540 280</b>       |
| <i>dont Emprunts établissements de crédits</i> | <i>131</i>     | <i>34 400</i>   | <i>25 240</i>   | <i>109 256</i>       |
| <i>dont Dettes financières diverses</i>        |                |                 | <i>250 418</i>  | <i>250 314</i>       |
| <b>TOTAL PASSIF</b>                            | <b>314 528</b> | <b>326 585</b>  | <b>275 408</b>  | <b>237 097</b>       |

## **6 - CONSEQUENCE POUR LES COLLECTIVITES ACTIONNAIRES DE LA DELIBERATION DU 18 DECEMBRE 2008**

A la date de la délibération du 18 décembre 2008, la situation de la SEM était donc la suivante :

- la SEM n'est plus détentrice du contrat d'affermage qui avait fondé sa création et représentait sa seule activité depuis sa création,
- aucun produit d'exploitation n'étant à prévoir durant l'exercice 2009, la seule conservation des immobilisations (dont le cheptel) conduit donc à une situation structurellement déficitaire qui viendra aggraver un niveau de capitaux propres déjà largement négatif,
- selon les termes de la convention, l'apport en compte courant d'associé de 250 000 € versé par la communauté de communes du Pays Gentiane sera exigible le 12 décembre 2009, sans mise en demeure préalable,
- à cette date, quelque soient les créances présentées en cours d'exercice 2009 pouvant enclencher la procédure, le montant total de l'actif de la société ne permettra pas de faire face à cette obligation, conduisant irrémédiablement la société à une cessation des paiements,
- la réalisation du patrimoine de la société (vente du cheptel et des autres immobilisations de la société) ne permettra de couvrir qu'une part des dettes.

L'absence de décision du conseil d'administration de la SEM a pour conséquence, envers les collectivités actionnaires, de conduire à la poursuite déficitaire de l'activité de la SEM qui, après avoir dénoncé le contrat d'affermage, n'a plus d'activité productrice de chiffre d'affaires mais conserve des charges d'entretien de son patrimoine.

La mise en sommeil de la société est impossible au regard de la situation de son bilan et de la poursuite d'une activité déficitaire. Même si la société cédaient ses immobilisations et n'avait donc plus d'activité effective, le niveau de son passif et l'exigibilité de ses dettes ne lui permettrait pas d'éviter une dissolution.

La dissolution amiable de la société nécessiterait un refinancement externe que ne peuvent apporter les collectivités locales. En effet, celles-ci ne peuvent envisager de prendre à leur charge les dettes et créances de la SEM en vue d'une dissolution de la société. Comme l'a précisé le Conseil d'Etat<sup>(1)</sup>, la délibération conduisant une collectivité à décider la prise en charge des actifs et des passifs, existants ou qui viendraient à se révéler, d'une société d'économie mixte doit être regardée comme conduisant à apporter une aide directe à cette société n'entrant dans aucun des cas prévus par les dispositions du code général des collectivités territoriales, lesquelles sont applicables même au soutien financier apporté aux entreprises en liquidation. Si une collectivité territoriale actionnaire d'une société d'économie mixte locale peut être appelée à supporter tout ou partie de l'insuffisance d'actif de cette société lors de sa liquidation, ces dispositions, qui sont applicables au seul cas de liquidation judiciaire, n'ont pas pour objet et ne sauraient avoir pour effet d'autoriser une collectivité locale à déroger aux dispositions législatives relatives aux aides aux entreprises lorsqu'elle décide la dissolution amiable d'une société d'économie mixte.

À la date de la délibération du 18 décembre 2008, la situation financière de la société est suffisamment dégradée pour ne pouvoir envisager une autre issue que la liquidation judiciaire. La dénonciation du seul contrat qui alimentait son exploitation la vidant, non de son objet puisque celui-ci ne se limite pas à la gestion du Scénoparc iO, mais de la seule d'activité qu'elle avait développée et donc de toute possibilité de redressement.

---

<sup>(1)</sup> Conseil d'Etat, 15 mars 2000, commune de Romilly-sur-Seine

A la date de la délibération les engagements des collectivités dans la SEM étaient les suivants :

|   | Capital          | Compte courant   | Subvention except | Subvention d'équilibre | Affermage          | Total              |
|---|------------------|------------------|-------------------|------------------------|--------------------|--------------------|
| Communauté de communes du Pays Gentiane | 250 000 €        | 250 000 €        |                   |                        |                    | <b>500 000 €</b>   |
| Commune de Valette                      | 30 000 €         |                  |                   |                        |                    | <b>30 000 €</b>    |
| Commune de Riom-ès-Montagnes            | 21 000 €         |                  |                   |                        |                    | <b>21 000 €</b>    |
| Commune de Menet                        | 4 000 €          |                  |                   |                        |                    | <b>4 000 €</b>     |
| Commune de Trizac                       | 4 000 €          |                  |                   |                        |                    | <b>4 000 €</b>     |
| Commune d'Apchon                        | 3 000 €          |                  |                   |                        |                    | <b>3 000 €</b>     |
| Commune de Cheylade                     | 3 000 €          |                  |                   |                        |                    | <b>3 000 €</b>     |
| Commune de Collandres                   | 3 000 €          |                  |                   |                        |                    | <b>3 000 €</b>     |
| Commune de Marchastel                   | 3 000 €          |                  |                   |                        |                    | <b>3 000 €</b>     |
| Commune de Saint-Hyppolyte              | 3 000 €          |                  |                   |                        |                    | <b>3 000 €</b>     |
| Commune du Claux                        | 3 000 €          |                  |                   |                        |                    | <b>3 000 €</b>     |
| Syndicat mixte du scénoparc iO          | 3 000 €          |                  | 50 000 €          | 403 850 €              | - 609 400 €        | <b>- 152 550 €</b> |
| <b>Total</b>                            | <b>330 000 €</b> | <b>250 000 €</b> | <b>50 000 €</b>   | <b>403 850 €</b>       | <b>- 609 400 €</b> | <b>424 450 €</b>   |

Le syndicat mixte apparaît ainsi dans une situation bénéficiaire puisque les contributions perçus de la SEM au titre du contrat d'affermage ont été supérieures aux montants versés. Cette situation semble provenir du souci initial d'afficher une exploitation équilibrée du SPIC, l'excédent permettant le remboursement des emprunts contractés, non remis en cause au vu de la réalité.

Les capitaux propres de la SEM étant négatifs et la totalité du passif inférieur à l'apport en compte courant, les participations en capital des actionnaires (collectivités locales et actionnaires privés) seront sans aucun doute perdues.

L'apport en compte courant d'associé de la communauté de communes du Pays Gentiane, passif social de la SEM, n'est pas un passif prioritaire et ne sera sans doute pas restitué à la collectivité.

Au titre de la gestion des sociétés anonymes, les associés ne sont engagés qu'à hauteur de leurs apports et les risques des collectivités devraient se limiter à ses montants sauf décision contraire du tribunal de commerce (appel en comblement de passif).

\*  
\* \*

A l'issue du conseil d'administration du 5 février 2009, le représentant de la communauté de communes du Pays Gentiane, présidente de la société, a déclaré la cessation des paiements au tribunal de commerce d'Aurillac.

L'absence de décision résultant de la délibération du conseil d'administration de la SEM du 18 décembre 2009, motif de la saisine du représentant de l'Etat, s'est ainsi conclue sur la seule décision envisageable au regard des déficits accumulés et de la situation financière de la société déjà connue à cette date.

Conformément aux dispositions de l'article L.1524-2 du CGCT, la saisine entraîne une seconde lecture par le conseil d'administration de la délibération contestée. Au cas particulier, la délibération du conseil d'administration de la SEM du 5 février 2009, appelé à délibérer sur la dissolution de la société tient lieu de seconde lecture.



Délibéré à la Chambre régionale des comptes d'Auvergne, après avoir entendu **M. Michel BON**, conseiller, en son rapport, et **Mme Maud CHILD**, procureur financier, en ses observations.

Présents :

**Mme Françoise LEPRETRE**, présidente  
**M. Emile GUIGNARD**, président de section,  
**M. René JUILLARD**, **Mme Paule GUILLOT**, **MM Bertrand VOLPETTE**, **Vincent SIVRE**, conseillers,  
**M. Michel BON**, conseiller-rapporteur ;

Fait à Clermont-Ferrand, le deux mars deux mille neuf

**Signé : Françoise LEPRETRE**, Présidente, et,  
**Michel BON**, premier conseiller-rapporteur.

-